

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE  
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes  
9 au 15 avril 1998

10,00 F

## Sans-papiers, chômeurs, antifascisme... Prenons l'offensive !

**I**L S'ONT VOTÉ ET PUIS APRÈS... Et bien nous y voilà. La droite, encore ébranlée par la révolte de ses barons et la stratégie payante du F.N., cherche ses marques. Bayrou patage dans son échappée, Séguin rumine, Chirac reprend du poil de la bête et tente de se reposer en leader. Tractions en tous genres vont bon train pour modifier les futurs modes de scrutin. Bien sûr, ces magouilles doivent se faire « pour des raisons nationales et pas pour la commodité politique des uns et des autres », comme ose le décla-

rer, ensemble, la législation concernant le passage des entreprises à l'euro. Quant à l'extrême droite, il est évident que la condamnation de son chef favorisera un peu plus la ligne à l'italienne de Mégret. Ce qui est grave, c'est que dans les médias, cette analyse est reprise mais avec une certaine louange pour cette opération mains propres au sein du F.N. Cette orchestration médiatique, renforcée par des propositions juridiques, participe, de fait, à la banalisation du F.N. Plus que jamais, un antifascisme aux bases anticapitalistes et antiétatiques

de cela. La phrase felleuse ainsi que les marchandages successifs d'Allègre le prouvent. Ce ministre qui déclare ne pas être le Père Noël sait très bien pour tant économiser du fric sur le dos du service public d'éducation et même tenter de le casser. Dans l'école primaire, il sucre les formations sur le temps de travail, il mettra désormais moins de remplaçants (aux directeurs et aux maîtres de se mobiliser, paraît-il). Pire est le futur rapport qu'il a commandé (rapport Pair). Regroupement des écoles primaires par zones pour gérer au mieux les postes bien sûr, nominations de super directeurs, enfin, davantage d'autonomie pour les lycées et les collèges qui pourront gérer librement 10% de leurs moyens pédagogiques. Bref, plus de restrictions, un renforcement de la hiérarchie, et une porte ouverte à la régionalisation rampante de l'école publique, cela au service du patronat local. Encore une fois, Allègre ne fait pas que tenir de sales propos, par derrière, il fait le sale boulot.

• Lutte des chômeurs :  
• Clermont-Ferrand,  
• Montpellier  
• page 4

• Radio libertaire fait la  
• fête  
• page 6



rer sérieusement Balladur. À gauche, on joue pôle de stabilité avec grande réforme constitutionnelle à la clé et petits trafics de mode de scrutin. Robert Hue et son parti qui réclamaient dès le 22 mars « une moralisation et une démocratisation de la société » jouent donc toujours leur rôle d'avant-garde... de la démocratie parlementaire. En tout cas, ceux qui ont sincèrement défilé contre le danger fasciste doivent se sentir un peu floués par les réponses proposées pour combattre la vermine brunâtre. Dernièrement, P.S. et U.D.F. se sont même retrouvés à l'Assemblée pour

doit s'exprimer avec des chances d'être suivi. Entretenu par la gauche comme diviseur de la droite, le F.N. lui sert maintenant de chantage sur ceux qui refusent la logique capitaliste que cette gauche plurielle applique dans tous les domaines de nos vies.

### Chantage et aumône à l'Éducation nationale

Allègre a usé de ce procédé pourri en Seine-Saint-Denis où, depuis trois semaines, enseignants, parents, élèves se battent unitairement avec grèves et manifestations toujours plus fortes. Ce département illustre hélas parfaitement les dégâts causés (et pas seulement au niveau de l'école), par des décennies de gestion « saine et responsable » de l'économie de marché. D'où cette unité et cette rage dans la lutte pour retrouver dignité et bien-être. La gauche a peur

### Chantage et répression vis-à-vis des immigrés

Son camarade Chevènement fait dans le même registre, en plus fort. Non content de son projet qui continue à entretenir la logique de suspicion et de répression vis-à-vis des immigrés, lui aussi use du chantage au F.N. paradant fièrement au nom des lois républicaines. De la parole aux actes il n'y a qu'un pas, qu'il veut franchir. La semaine passée, manifestants pacifiques et journalistes ont été embarqués par ses flics à Roissy. Désormais, tous les agitateurs qui soutiendront les sans-papiers risquent d'être condamnés pour entrave à la loi et inscrits au fichier de l'espace Schengen, donc interdits de séjour dans ses pays membres. Voilà où en arrive l'humanisme de gauche. Cela est d'autant plus grave que si jusqu'au 30 avril, les sans-papiers non régularisés espèrent encore un peu, une fois cette date dépassée et n'ayant plus rien à perdre, ils agiront encore plus. La répression risque donc de monter d'un cran supplémentaire.

### Fausse alternatives et véritable rupture

Krivine, le monsieur trotskyste français, déclare que Chevènement a perdu les pédales. Et d'une, après avoir fait son possible pour élire Jospin, il porte donc une certaine responsabilité dans la situation actuelle. D'autre part, parler de dérapage est une grossière erreur. Allègre, Chevènement, ne font pas de faux pas. D'autres feraient exactement la même chose. La politique menée n'est pas dépendante de la

## EDITORIAL

Cette information fait la une des médias: enfin, et peut-être durablement, le chômage aurait entamé sa décline. Avec un nouveau recul de 0,2% en février, le nombre de demandeurs d'emploi aurait baissé de 2,1% depuis un an. Pourtant, il suffit de gratter un peu pour se rendre compte que cette « information » relève purement et simplement de la manipulation statistique. Si l'on se réfère au mode de comptabilisation en vigueur jusqu'en 1995 (incluant les salariés sous-employés ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures au cours du mois), le chômage a enregistré au contraire une progression de 0,3% en février et de 0,8% sur un an.

La différence entre ces deux baromètres traduit simplement l'extension de la précarité par la multiplication des emplois à temps très partiels et le développement de l'intérim. Le véritable boom que connaît actuellement ce secteur nous en apporte la confirmation. En 1997, le travail temporaire a représenté les deux tiers des créations d'emploi. Évolution majeure, l'intérim n'est plus seulement conjoncturel, il s'installe de manière permanente. Ainsi, les patrons s'offrent la possibilité, selon leurs désirs, de jeter à tout moment leurs salariés comme de vulgaires kleenex usagés.

On serait en droit d'attendre de la part de syndicalistes qu'ils combattent une régression sociale aussi évidente. Clairement, ce n'est pas le choix de la C.F.D.T. Le 26 mars, l'U.N.E.D.I.C., présidée par Notat, a annoncé officiellement que la possibilité de cumuler l'allocation chômage et une activité salariée à temps partiel est dorénavant élargie (le seuil permettant ce cumul est passé à 70% du dernier salaire, contre 41% précédemment). Présentée comme une mesure sociale permettant aux chômeurs d'améliorer leur revenu tout en facilitant leur retour vers l'emploi, cette décision s'inscrit bien au contraire dans une logique libérale favorisant le développement de la précarité et des petits boulots.

Utiliser l'argent du chômage pour financer des stages ou pour subventionner l'emploi, plutôt que de le distribuer passivement aux chômeurs, voilà ce qui serait moderne et efficace. Il faudrait ainsi transférer les personnes bénéficiaires de « mesures passives de garanties de ressources » vers des « mesures actives d'employabilité ».

Nouvelle idole de la classe politique française, de Fabius à Madelin, Tony Blair montre le chemin. À partir du 6 avril, les chômeurs de moins de 25 ans se verront proposer, au choix, une formation à temps plein de douze mois ou trois offres d'emploi. S'ils refusent, ils perdront purement et simplement leurs allocations de chômage. Outre-Manche, rappelons qu'il n'existe plus de salaire minimum...

En Grande-Bretagne et en France, la même logique globale est en œuvre. À terme, État et patronat veulent nous imposer un sous-emploi en échange d'un sous-salaire.

ISSN 0026-9433 - N° 1118

M 2137 - 1118 - 10,00 F



Pop 2520

# Dix avril: des banquets contre les interdits religieux

**D**ÉPUIS 130 ANS les anticléricaux banquettent le jour du « vendredi-dit-saint ». Cette année, ce sera le 10 avril. C'est le moment d'organiser un de ces banquets ou de rejoindre un groupe déjà engagé dans leur préparation.

Les croyants sont libres de respecter les interdits les plus divers. Mais pourquoi auraient-ils le pouvoir de les imposer à l'ensemble de la société? De quel droit décideraient-ils du comportement de chaque citoyenne et citoyen de ce pays? C'est la question du cléricisme. En matière de mœurs: concubinage, divorce, homosexualité, contraception, avortement... le pouvoir abusif d'un quelconque clergé est tout aussi inacceptable que dans les institutions ou à l'école. C'est pour affirmer cette idée-force que des laïques ont organisé des banquets violant délibérément les interdits religieux. Contrairement à ce que pensait le pamphlétaire catholique Louis Veulliot, qui nous appelait ironiquement « libres mangeurs », cette initiative ne vient pas de la Libre Pensée organisée. De même, elle n'en a pas le monopole, même si elle assume la tenue de la plupart de ces banquets (1).

L'idée est née dans les milieux intellectuels de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est le célèbre critique littéraire Charles Sainte-Beuve qui, le vendredi 10 avril 1868, offre à ses amis un dîner « gras » (avec des aliments interdits, notamment de la viande). Étaient présents: Ernest Renan (auteur de *La Vie de Jésus* et animateur de la revue *La Liberté de penser*), Gustave Flaubert (*Madame Bovary*, *Bouvard et Pécuchet*...), Hippolyte Taine (*Les Origines de la France contemporaine*, *Histoire de la littérature anglaise*...), Edmond About (*L'Homme à l'oreille cassée*...). C'est la fine fleur de la critique rationaliste qui crée ainsi l'événement, le « scandale » selon la presse conservatrice qui en fait un beau battage.

Dès l'année suivante, la Libre Pensée organisée reprend l'idée à Paris. En 1870 on saucissonne à Paris, Lyon, Marseille, Dijon, Le Creusot. Un flottement suit la répression de la Commune dans laquelle les anticléricaux furent très engagés. Mais les initiatives se multiplient ensuite à travers la France. On compte à Paris 650 convives en 1889 et 1000 en 1890, pour des festivités présidées par Octave Mirbeau. La plupart des banquets sont donc organisés par des groupes ou des associations de libres penseurs, mais il y avait des exceptions: une loge maçonnique de façon indépendante, ou des organisations (Ligue des droits de l'homme, Jeunesses communistes...) et surtout de nombreux groupes libertaires.

## Pourquoi des banquets ?

Les banquets du vendredi dit « saint » se caractérisent par leur anticléricisme. Il faut même dire que l'anticléricisme est leur raison d'être. Cette critique publique et gourmande est parfois mal comprise, même chez nos amis. On nous reproche la date (celle du vendredi qui précède Pâques) comme trop agressive. On nous reproche le style (parodie et satire) comme trop vulgaire.

Rappelons d'abord la justification principale de ces agapes critiques et leur histoire. Il serait ridicule de réduire l'étude d'une religion aux interdits qu'elle véhicule. L'interdit général sur la sexualité par le christianisme, l'existence de listes officielles d'interdits dans le judaïsme (il y en a 365) et dans l'islam (il y en a 70) rendent toutefois intellectuellement légitime la réflexion sur ce sujet (2). Elle est aussi politiquement indispensable.

Le cycle de Pâques est primordial pour les chrétiens. C'est le sommet de l'année liturgique. La période de plus de trois mois qui va du mercredi des Cendres à la Pentecôte

affirme les dogmes de la Passion, de la mort et de la résurrection de Jésus, célébrés de façon plus ramassée chaque dimanche. C'est la croyance en ces dogmes qui fait le chrétien. Ce recueillement personnel et ces célébrations collectives sont, du point de vue laïque, respectables et légitimes. La liberté du culte est garantie par la laïcité. Elle est une des dimensions de la liberté de conscience de chaque citoyen.

La date de Pâques, fête mobile, est traditionnellement fixée au dimanche après la pleine lune qui suit le 21 mars (équinoxe de printemps). Le carême (du latin *quadragesima* qui signifie quarantième ou quarantaine) désigne la période de quarante jours (dimanches non compris) qui précède Pâques. Peu suivi de nos jours, le carême était comparable, par la rigueur de ses interdits, au *ramadan* musulman. C'était une période de jeûne, plus ou moins rigoureux, en particulier pour la viande, et d'abstinence sexuelle obligatoire pour tous. Et c'est là que les laïques ne peuvent que s'insurger. Pendant des siècles, furent interdits les jeux, les spectacles, la danse et parfois, même... le rire! C'était une période de deuil collectif imposé, précédant d'ailleurs, curieusement, la date de la mort supposée, au lieu de la suivre.

On conçoit que ces pénitences susciterent une résistance populaire: ce fut Carnaval. En partie héritier des fêtes grecques de Dionysos (Bacchus pour les Latins), Carnaval — et la mi-carême — manifeste avec la plus grande vigueur la joie de vivre face aux macabres coutumes chrétiennes. Carnaval « n'a pas cessé d'être condamné comme une manifestation païenne, comme une œuvre de Satan. »

Sait-on que le droit élémentaire d'être enterré civilement ne fut acquis qu'après des décennies de militantisme? Sait-on que la coutume, courante dans l'Antiquité gréco-latine, de la crémation des corps fut prohibée tout au long du Moyen Âge et bien après? Les quelques tentatives sous la Révolution française n'aboutirent à une loi qu'en 1886!



Bien qu'il y ait toujours eu des libertins et des libertines, la fameuse libération sexuelle est toute fraîche. Son inscription, imparfaite, dans la législation qui a suivi l'évolution des mœurs, malgré l'opposition farouche des conservateurs de tout poil, reste fragile. Il s'agit pour l'essentiel de neuf grandes lois, de 1967 (autorisation de la contraception moderne: pilule, stérilet...) à 1985 (sanctions contre les discriminations en prestations et services en fonction des mœurs...), en passant par la liberté de l'avortement, l'éducation sexuelle, la lutte contre le viol et le harcèlement sexuel, le droit à l'homosexualité...

À l'égal de la protestation contre les interdits religieux, la seconde justification de nos banquets est le plaisir de festoyer entre amis. Les deux préoccupations sont mêlées et on s'amuse en revendiquant. Les menus parodiques sont de rigueur.

Aujourd'hui, les traditionnels « potage colotin » et « saucisson du vicaire » sont assortis de « rôti de porc sauté ayatollah », « salade du rabbin » et « sorbet glacé puritain ».

C'est un fait étrange que les ethnologues constatent sans vraiment l'expliquer: autant le cochon est apprécié en Europe et en Chine, autant il est l'objet d'horreur dans les cultures monothéistes: judaïsme et islam. Ce tabou rigoureux, n'a pas réussi à s'imposer dans le christianisme. Pourtant, si on en croit Le Nouveau Testament, Jésus manifestait la même détestation. « Ne jetez pas de perles aux porcs » (Matthieu, VII, 6). Et il aurait chassé des « esprits impurs » dans de pauvres porcs qui se noyèrent ensuite (Marc, V, 9-7).

Pour nous le « cochon » symbolise à la fois le goût de la bonne chère et de la belle chair. Tout ce qui est interdit par ces religions. C'est pourquoi ce noble animal est à l'honneur dans nos banquets.

## Lucifer

- (1) Il y aura au moins un banquet par département. On peut se renseigner en téléphonant au 01 46 34 21 50. Sinon... qui de plus facile à organiser qu'un banquet!
- (2) C'est l'objet d'une trentaine d'articles réunis dans le numéro 11 de la revue « Panoramiques »: Mon Dieu, pourquoi tous ces interdits? éd. Corlet. 200 p. 76 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

## Une lutte ancienne

On a aujourd'hui oublié l'âpreté de la lutte qui fut nécessaire pour se dégager, à peu près, de ces interdits. L'organisation de nos banquets, le jour décisif du vendredi dit « saint », est une des dimensions de cette lutte. L'ironie, la satire, la caricature, qui sont des arts légitimes dans le cadre d'une controverse, furent et restent nécessaires. La liberté d'expression ne saurait être limitée par un prétendu « blasphème ». Celui-ci reste pourtant illégal dans dix pays d'Europe.

## Nouveau retour des interdits

On pourrait s'imaginer, à constater la lente évolution des mœurs et des lois vers plus de liberté, de responsabilité, que le progrès est inéluctable, au moins dans ce domaine. Plusieurs événements récents nous déromperaient rapidement: les interdits religieux sont de retour. On attaque la liberté d'expression sous prétexte de « blasphème » (Scorsese, Rushdie...). Sous l'impul-

lemonde  
**libertaire**

Rédaction-Administration: 145, rue Amélot  
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08  
Fax: 01 49 29 98 59

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° ..... (inclus).

Chèque postal  Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

## Souscription Monde libertaire

Mars 1998: Sebastianoff: 710 F; Chambon J.; Bes P.: 200 F; Le Furet: 140 F; Badaroux; Thibault; Laredo; Carriere; Joly; Varenne C.; Duquenne N.; Barthelemy; Pezzali; Sanguinet; Fay J.; Ughetto E.; Conte C.L.; Treme; Durand B.; Raynaud J.M.; Allard F.: 60 F; Bonnefils: 40 F.  
**Total = 2310 F.**

Rédaction-Administration:  
145, rue Amélot, 75011 Paris  
Directeur de publication: André Devriendt  
Commission paritaire n° 55 635  
Imprimerie: La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - La Vigie  
Diffusion N.M.P.P.

# De la morale sportive à l'ordre médiatique

**L**ES GRANDES COMPÉTITIONS sportives prennent une place importante dans les médias de masse, journaux quotidiens et audiovisuel. Or, il ne s'agit que d'événements fabriqués. Bien que les journalistes usent et abusent de superlatifs tels que « fantastique rebondissement », « formidable suspense », « extraordinaire surprise », il n'y a pas de vraie surprise dans ces compétitions : on sait qu'il y aura un vainqueur, des vaincus. Et pourtant, année après année, les spectateurs sont toujours présents dans les stades, sur les routes, devant la télé : cette périodicité ressemble aux cycles liturgiques de la religion catholique, les champions jouant le rôle de demi-dieux. De même que dans les religions, il y a une morale sportive assez proche de ce que dénonçaient les théoriciens socialistes et anarchistes du 19<sup>ème</sup> siècle : la religion du travail, le respect des dominants par les dominés. Et on voit

bien qu'il y a une véritable « pensée unique » autour du sport dépassant les clivages politiques et sociaux, laissant à penser qu'on peut avoir des goûts communs avec les bourgeois ou les petits chefs qui nous exploitent un jour, nous licencient le lendemain.

« Du pain et des jeux » ? C'est encore plus grave. Parce que du pain, c'est à dire des conditions de vie décentes, de nombreuses personnes n'en disposent pas : près de deux milliards d'êtres humains vivent en dessous du seuil de la pauvreté. Ils seront environ quatre milliards à regarder de près ou de loin la coupe du Monde de football.

## La société du spectacle

Ainsi, le spectacle sportif est un élément important du spectacle médiatique : du sport à longueur d'année. Des chaînes de télévision spécialisées lui sont désormais consacrées. Il n'est pas de

journal télévisé qui n'aborde pas un quelconque résultat sportif. Qu'aura-t-on appris en fin de compte ? Des événements minables qui ne changeront pas notre vie quotidienne : la mort accidentelle d'une aristocrate anglaise sous le pont de l'Alma, un carambolage monstrueux sur l'autoroute du Nord, la sortie du prochain film avec Sylvester Stallone, le P.S.G. qui a pris une gamelle à Naples, un défilé de mode. Bref, une série de sujets « légers » qui, mis bout à bout, en deviennent lourds.

Bien sûr, il reste des sujets plus sérieux comme la guerre dans telle contrée du Globe, le chômage, des remous sociaux auxquels ne s'attendait pas le gouvernement, la délinquance juvénile, la violence urbaine, les négociations secrètes autour de l'Accord multilatéral sur l'investissement. Mais la gravité de ces sujets est noyée dans une masse d'informations sans réel intérêt. Car que reste-t-il de ce traitement de

l'information ? Quelques idées suscitées de manière presque subliminale.

Tout d'abord, un sentiment diffus que tout se vaut, du conflit des chômeurs au procès en cours d'assises d'un assassin d'enfant, de l'intervention de l'armée serbe au Kosovo aux victoires françaises aux jeux olympiques d'hiver.

Ensuite, l'idée qu'il y a toujours solution à un problème parce qu'il se trouve toujours des spécialistes pour traiter le problème. Ici, ce sera un médiateur chargé de rencontrer les sans-papiers. Là, ce seront des leaders syndicaux chargés de trouver des solutions aux déficits sociaux. Experts en violences urbaines, spécialistes de l'éthique médicale, docteurs en économie, interlocuteurs privilégiés, consultants en ceci, chargés de mission en cela... Et encore l'idée selon laquelle tout cela prendra du temps et qu'il faudra beaucoup d'efforts de notre part pour sortir du tunnel. C'est un message de patience, voire de résigna-

tion qui nous est livré. Bref, une série de messages pour enfoncer le clou de notre soumission. Face à cela, il convient de dénoncer ce matraquage idéologique par le sport-spectacle et par les médias de masse. Il se trouvera toujours des esprits mesquins pour nous traiter de dédaigneux, de social-tristes, voire de puritains s'opposant aux petits plaisirs qui égayent la vie des sans-grades.

À cela, nous répondons que nous ne sommes pas hostiles aux divers vecteurs de l'imaginaire et aux modes d'expression les plus variés (littérature, cinéma, musique, peinture et pourquoi pas certaines formes de sports). Nous voulons simplement ne plus subir, mais avoir prise sur les décisions qui déterminent notre vie quotidienne, donc pointer du doigt et nous révolter contre toutes formes de mise en condition.

Hervé

Groupe Milly Witkop de Nantes.

## Le patronat face aux 35 heures

**L**E LUNDI 30 MARS, Lionel Jospin recevait E.-A. Seillères, président du C.N.P.F. Le lendemain, la presse nationale titrait « le dialogue est renoué ». Comment comprendre un tel revirement sur la question des 35 heures ?

Fin 1997, après le sommet sur l'emploi d'octobre où l'avant-projet sur les 35 heures a été exposé pour la première fois, Jean Gandois, jugé trop conciliant avec les socialistes au pouvoir, est débarqué de la présidence du C.N.P.F. Le baron Seillères le remplacera avec pour objectif de contrer le projet Aubry. La presse le qualifiera bêtement de « tueur » des 35 heures.

La révolte semble gronder. Déjà, Michelin parle de délocaliser et 85% des patrons se disent opposés aux 35 heures. Leurs organisations font campagne avec pétitions, campagne de presse, états-généraux, lobbying à l'Assemblée et menacent de quitter les organismes paritaires. Mais dès la mi-janvier, le ton change. Les cabinets d'expertises sont submergés par les demandes de renseignement sur les 35 heures, certains patrons affirment leur total

décalage vis-à-vis du CNPF (magasins Unico, EDS Informatique, Orangina, Bonduelle, Crédit Mutuel de Bretagne...), le pôle Eau de la Générale des eaux, la Fédération Nationale des Cinémas français, les laboratoires Boiron parmi bien d'autres signent des accords sur les 35 heures. Les petits patrons artisans des professions libérales et de l'agriculture négocient avec l'équipe de Martine Aubry. Le front patronal du refus n'aura pas tenu longtemps !

Lors du forum de l'Expansion de janvier, Seillères lâche : « le C.N.P.F. n'a pas à décréter sa loi aux entreprises... ». Quelques jours plus tard, interrogé par le journal *les Échos*, le « tueur des 35 heures » affirme : « le C.N.P.F. étant légaliste, il ne s'opposera pas à la loi une fois qu'elle sera votée. [...] Je n'ai jamais pensé que les 35 heures devaient entraîner des réactions-sanctions de notre part. ». Marc Blondel dira même : « E.-A. Seillères n'est pas l'homme de ses déclarations », le syndicaliste avouant qu'il avait rencontré un « autre Seillères, pas si fermé que ça » à la réduction du temps de travail (R.T.T.).

### Toujours plus

Pour bien comprendre cette volte face, il faut encore évoquer la loi de Robien (1996), projet de droite sur la R.T.T. qui a largement inspiré Martine Aubry. En deux ans seulement, il s'est trouvé près de 1500 entreprises pour signer un accord type Robien ; comment penser encore sérieusement que les patrons sont opposés à la R.T.T. ? La raison du succès : la remise en cause des salaires dans 40% des accords,

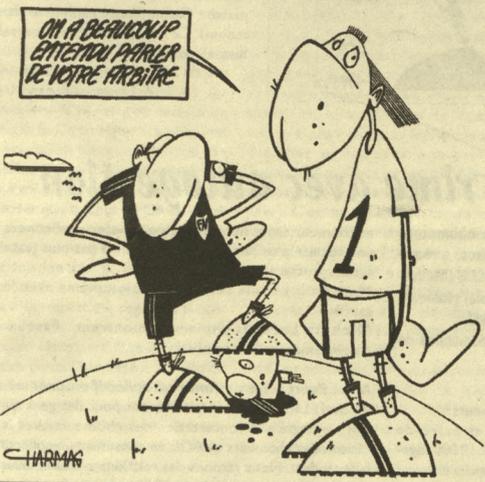
et la renégociation des horaires vers plus de flexibilité.

À travers le projet socialiste on retrouve les mêmes ingrédients que dans la loi de Robien : (cf M.L. précédents) : larges exonérations au patronat, possible remise en cause des rémunérations (gel ou baisse des salaires), probable recours aux contrats à temps partiels peu onéreux pour le patronat, gain de productivité, remise en cause du S.M.I.C. Avec, en prime pour les entreprises, une possible paix sociale imposée par les relais syndicaux et politiques de la gauche plurielle désireuse de calmer les esprits revendicatifs.

Non contents de cela, les patrons utilisent le paravent social de la loi Aubry pour dénoncer les conventions collectives. Avec parfois l'accord du gouvernement ou son silence. Les banques, l'industrie sucrière, les grands magasins renient les conventions pour gagner plus de souplesse encore : annualisation, précarité renforcée, remise en cause des horaires sont exigés des salariés. Sous couvert de lutte contre le chômage et de partage du travail. Regardons la réalité en face : à travers ce projet de R.T.T., la gauche permet des avancées incontestables... pour le capitalisme qui pourra accentuer la pression sur le monde du travail. C'est ce qui fait que Seillères est prêt à revoir à nouveau Jospin : lui et ses congénères ont beaucoup plus à gagner qu'il n'y paraissait au début. Ici aussi, la gauche se fout de la justice sociale et de la protection des salariés. Elle maintient et gère les rapports de force capitalistes. Jusqu'à quand ?

Daniel. - groupe du Gard

## DES DICTATURES DÉBARQUENT AU MONDIAL



## abonnez-vous!

## En bref

■ Le numéro d'avril du journal *Alternative libertaire* est sorti. Au sommaire : L'AMI ou le capitalisme cannibale ; Le neo-liberalisme ou le culte de la mort ; Loi sur les 35 h : les pièges de l'annualisation du temps de travail ; Occident, XX<sup>e</sup> siècle : de l'asservissement des populations ; Belgique, état des lieux d'une non nation ; L'utopie est trop sérieuse pour la laisser aux anars ; Les feuillets de la Liaison Antiprohibitionniste.

*Alternative libertaire* est disponible par correspondance : 100 Fb ou 20 Ff ou l'abonnement pour 10 numéros 700 Fb ou 150 Ff. (chèque à l'ordre de Roger Noël). *Alternative libertaire* - Boite postale 103 - 1050 Ixelles 1 - Belgique

■ Le groupe du Gard de la F.A. vient de changer d'adresse. Elles est désormais : AGDIR - 45 b, rue de la Table ronde, 30900 Nîmes

■ Le groupe Louise Michel de la F.A. édite une feuille d'information (*La Commune libertaire*). Elle est disponible (contre un timbre à 3 F) à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011.

■ Le n°28, printemps 98, du bulletin trimestriel *Brisons nos chaînes* publié par le Réseau pour l'Abolition de la Télévision, animé par des militants de la F.A., vient de paraître. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F (+10% pour le port).

Retrouvez  
la Fédération anarchiste sur le web  
*Radio libertaire, le Monde libertaire*  
<http://www.altern.org/fa>

CLERMONT-FERRAND

## Vivre autrement avec ou sans travail... ou la dignité retrouvée

**L**E BRAS DE FER ENGAGÉ entre les chômeurs, précaires, place de Jaude, et la municipalité gauche plurielle se poursuit. Aujourd'hui, il est temps d'en tirer un premier constat dans cette lutte pour la reconnaissance de la dignité humaine, ce qui ne semble pas avoir été compris par les valets du patronat et de l'État, toute gauche confondue.

Ce mouvement n'a pas laissé indifférent, les manifestations de janvier et du 7 mars sont encore dans les mémoires; les 15 000 signatures de soutien aux chômeurs et précaires de la tente puis du chalet, place de Jaude, montrent bien la popularité de cette lutte même si la sympathie ne va pas plus loin; les actions coup de poing en direction des espaces du pouvoir politique et économique (occupation de l'hôtel de ville de Clermont-Ferrand et de son annexe, le local du P.S., des différentes mairies de l'agglomération pour exiger entre autre la gratuité des transports, de la chambre de commerce et de l'industrie, du C.N.P.F., de la D.D.T.E., opération caddie au supermarché Casino, place des salins... la feuille blanche ne serait pas suffisante pour retracer tous les événements de ces deux mois et demi) ont été appréciées à leur juste valeur, solidarité de la part du grand public, agacement voire colère de la part de nos élus de la gauche locale.

### Une lutte exemplaire

La tente puis le chalet des chômeurs et précaires ont montré que la misère était à nos portes et qu'au milieu de l'étalement de la richesse et du luxe (admirez le paysage autour de la place de Jaude truffé de banques et de boutiques de luxe), la dignité humaine s'enracine sur une place qui reprend vie et fait de la résistance contre la dictature libérale. Mais celle-ci est devenue de plus en plus revendicative et la gauche plurielle ne pouvait pas l'accepter, car il faut bien rassurer la bonne bourgeoisie et Giscard d'Estaing qui ne peuvent même plus se goinfrer en toute tranquillité (invasion du Crédit lyonnais). Vraiment, les chômeurs et précaires ne respectent plus rien.

La gratuité des transports (bus, S.N.C.F.) et des timbres pour envoyer son coupon mensuel à l'A.N.P.E., le relèvement des minima sociaux (toutes catégories d'âge confondues), l'arrêt des coupures E.D.F.-G.D.F., tout ceci est loin d'avoir été satisfait.

De plus les permanents syndicaux en bleu de chauffe, aujourd'hui en pantoufles, traînent les pieds car l'action directe des chômeurs, précaires, anarchistes, anarcho-syndicalistes et révoltés de tout poil, étiquetés ou pas, fait peur à ces spécialistes de la négociation. Les assemblées générales souveraines, les mandats révocables, des coordinations qui se mettent en place, c'est beaucoup plus difficile à contrôler. La prime revient à un permanent de la C.G.T. qui a mis son corps en avant pour protéger les portes de Michelin (grand bienfaiteur de l'humanité comme tout le monde le sait) contre l'invasion de cette nouvelle armée qui n'a pas de pays, qui n'a pas de patrie mais un cœur gros comme ça. Au diable les tractations en comité restreint des professionnels de la politique et du syndicalisme réformiste!

Mais ces deux mois et demi de lutte admirable (une présence quotidienne, de jour et de nuit, bravant le froid et la misère effective de quelques paumés) ne doivent pas faire oublier qu'il reste encore beaucoup de chemin pour parvenir à une prise de conscience collective de la nécessité d'une société plus égalitaire basée sur la répartition des richesses.

Créer une solidarité interprofessionnelle réunissant les chômeurs, les précaires, les salariés, les étudiants, les lycéens, les retraités, les français et les immigrés sur le problème de l'exclusion créée par le libéralisme, est l'affaire de tous.

Faire prendre conscience à toutes ces personnes qui mendient que leur survie ne pourra s'obtenir que dans la lutte et de façon collective.

Intégrer les S.D.F., souvent détruits mentalement, physiquement et socialement, broyés par une société inhumaine.

### Expulsion de la place de Jaude

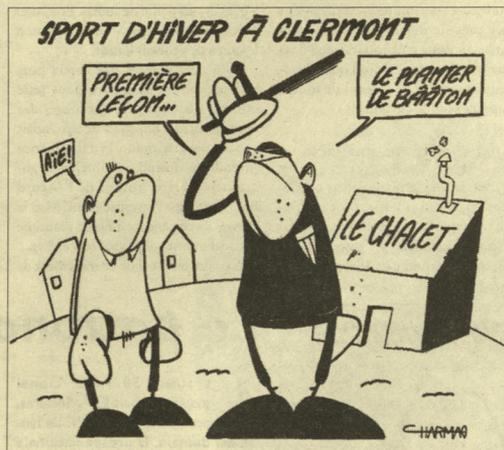
La gauche plurielle n'a vraiment pas beaucoup d'humour. Après avoir coupé l'électricité du chalet, M. Martinet, syndicaliste de couloir (C.F.D.T. comme par hasard), conseiller municipal P.S., a promis aux chômeurs et précaires de la place de Jaude, un concerto intitulé « Bruits de bottes et répression ». La bourgeoisie locale commençait à s'impatisser. Deux semaines s'étaient écoulées, c'était long l'entracte. Il faut dire que les élections régionales et cantonales avaient occupé son petit monde et freinaient l'expédition punitive. Pourtant, les chômeurs et précaires ont tout fait pour les énerver en organisant une élection parallèle où étaient proposées la dictature libérale ou une société plus égalitaire basée sur la répartition des richesses. Et pour la première fois dans l'histoire anarchiste clermontoise, certains compagnons du groupe Spartacus et d'ailleurs ont déposé leur bulletin dans une urne bien symbolique mais qui pour une fois prenait une valeur fraternelle avec des copains qui mettraient en pratique un certain nombre de nos principes, notamment l'assemblée générale souveraine et révocable, au grand dam des syndicats réformistes (C.G.T. et C.F.D.T. confondues, F.O. brillait par son absence beaucoup plus préoccupée par la création d'une section syndicale de Minute) et des associations de chômeurs tels que Chôm'Actif et le M.N.C.P. (actifs devant les caméras et non dans la lutte). Des réunions intersyndicales où la C.N.T.-A.I.T., entre autre, fut accusée des pires maux, ces mêmes personnes prenaient des décisions sans en référer à la base qui ne se privait pas de les envoyer paître (notamment au sujet de la destruction du chalet). Mais leurs vœux ont été réalisés par le biais de cette gauche plurielle qui a envoyé le lundi 30 mars à 5 h 50 (après le résultat des élections cantonales) deux cents gardes chiourmes. Cette armée du capital, casquée, bottée, interpellant 15 chômeurs et précaires, c'était idyllyquement beau pour les potentats locaux qui s'étaient rassemblés le samedi 28 pour sauver la République du danger F.N. La gauche plurielle n'a pas lésiné sur les moyens :

destruction systématique du chalet et de son contenu, désinfection du lieu occupé par les chômeurs et précaires, tout était mis en place pour plaire à ses bienfaiteurs. Les deux cents manifestants ne s'y sont pas trompés, le lendemain soir, en criant gauche plurielle,

valet du capital! Elle ne s'attendait pas à ce sursaut de dignité, la colère s'était portée devant les portes de la mairie. Ces dignitaires ont même pris peur en percevant le bruit des portes fortement secouées. Nos amis les bêtes sont sortis de leur tanière, les protégeant peut-être

d'une fin peu glorieuse. La gauche plurielle devrait se replonger dans *Germinal* et lire attentivement le passage sur la grève des mineurs et le sort réservé aux exploités. Mais leur félonie ne pouvait s'arrêter ainsi. Un cerisier avait été planté sur le lieu de lutte et de vie de plus de 80 jours pour leur rappeler qu'en 1871, il y avait une chance et qu'ils n'avaient depuis jamais respecté leur serment, la S.F.I.O. puis le P.S., le P.C. et bientôt les Verts ont toujours trahi les travailleurs, mais ils oublient une chose que toutes les avancées sociales ont été obtenues dans la lutte et non dans les urnes. Cet arbre fut arraché le lendemain matin par les employés municipaux. Le mouvement des chômeurs de Clermont-Ferrand est le symbole de ce qui aurait dû se passer dans la majorité des villes françaises depuis fin décembre 1997, un mouvement autonome et fier de l'être. La bourgeoisie ne s'y est pas trompée, sa justice a condamné deux copains à trois mois de sursis le mardi 24 mars après une opération caddie, courant février, au supermarché Casino (autre exploitateur de renom). Ce n'est qu'un début, continuons le combat!

Groupe Spartacus de Clermont-Ferrand



MONTEPELLIER

## Quand lutte rime avec autogestion

Depuis le 13 mars, le mouvement des chômeurs, collectif autonome de chômeurs et précaires, a réquisitionné avec l'appui de l'association MASSE (Mouvement d'action et solidarité des sans-emplois) plusieurs appartements au 23, rue Farges à Montpellier. Quatre familles y sont logées. Plusieurs personnes du collectif assistèrent à l'interview.

**M.L. : Pourquoi réquisitionner ces logements ?**

**Michel :** Le parc immobilier public et privé de Montpellier et sa région comprend plus de 10 000 logements vides. Cela au profit des grands propriétaires qui par le jeu de la spéculation voient le prix des loyers augmenter. Parallèlement à cela, les sans-abri, les personnes menacées d'expulsion par surendettement se comptent par milliers. Dès lors, nous avons décidé de mettre en pratique la loi de réquisition des logements vides que le préfet devrait faire appliquer. Cette réquisition est aussi une réponse pragmatique aux expulsions qui ont cours avec la fin de la « trêve » hivernale.

**M.L. : Fédérer des luttes, est-ce quelque chose qui vous préoccupe ? Entre chômeurs, avec les salariés ou les sans-papiers comme cela s'est passé à Lille et ailleurs.**

**Michel :** Il est aujourd'hui nécessaire de se battre, de se lever. L'exclusion, la précarité repose le problème de modèle sociétal en général, où on ne nous laisse que les miettes. Nous essayons donc de participer à toute action réunissant des gens qui luttent pour une société plus juste, plus humaine, dans la mesure de nos moyens. Par exemple hier nous étions avec les contrats de qualification de France Télécom menacés d'être virés. Samedi dernier, nous étions à la manifestation contre le F.N., ce qui va à mon sens vers un soutien aux sans-papiers.

**Marco :** Hier, on était avec vous (la FA.) dans une inter-orga pour organiser une manif de soutien aux sans-papiers.

**Michel :** Par rapport au mouvement des chômeurs, on garde les revendications nationales (hausse des minima sociaux lutte contre l'AUD, les 32 heures...). On fait une démarche de coordination avec le Gard où l'on essaie de mener une action commune tous les quinze jours. C'est un premier pas vers une coordination Languedoc-Roussillon. Enfin, les ponts entre syndicats

et chômeurs sont nécessaires pour peser et aller vers une société plus juste. Société qui n'est pas plus juste avec la gauche au pouvoir.

**Marco :** Il y a une sacré répression même avec la gauche.

**Michel :** Les sans-papiers le montrent : Pasqua-Chevènement même combat.

**M.L. : Pourquoi avoir formé un collectif autonome ?**

**Michel :** La nécessité se faisait sentir pour des gens qui ont participé à la contestation des chômeurs avec la Maison des chômeurs et ACI, de constituer un collectif indépendant. Nous gardons des relations avec eux, mais nous voulions pouvoir décider d'actions de façon collective et souveraine. Ici les décisions sont collectives ainsi que les grandes orientations.

**Marco :** Nous voulions faire des actions plus radicales. Pas occuper un lieu une ou deux heures, être reçu par un ponton et repartir. Mardi par exemple, nous avons réussi à récupérer les meubles d'une personne expulsée grâce à l'occupation d'un bureau de l'huissier.

**Michel :** Nous voulions travailler sur le logement ce qui n'est pas la priorité de la Maison des chômeurs.

**Christian :** Cette lutte est importante car elle s'inscrit dans la durée et nécessite une grande implication personnelle. C'est une aventure humaine où des liens se tissent, où les gens changent. On peut voir la réelle motivation des gens, les révolutionnaires de salon et ceux qui sont « militants ». Je suis d'ailleurs chargé par le collectif de tenir un journal qui laissera une trace écrite de notre aventure.

**M.L. : Et maintenant, quelles sont les perspectives ?**

**Michel :** À court terme, on occupera jusqu'à ce que les sept dossiers qu'on suit soient relogés. À moyen terme, on essaiera avec les gens concernés de reloger toutes les familles qui nécessitent un logement. Nous voulons faire aussi des actions dénonçant les associations caritatives qui laissent des gens dans l'assistantat et qui gèrent de façon scandaleuse l'argent public. Elles ont moins de mal à en avoir que nous pour les fonds sociaux. À cela, il faut rajouter la lutte plus globale et les revendications nationales des chômeurs que nous soutenons. Nous voulons être une force d'action et donc de proposition.

Propos recueillis par Gilles Groupe « Un autre futur » de Montpellier

# Papon ou la continuité de l'État (5)

**J**EUDE 2 AVRIL, 9 HEURES DU MATIN. Après dix-neuf heures de délibéré, ce qui laisse supposer que les débats ont été approfondis et contradictoires, la Cour d'Assises de la Gironde rend son arrêt. Maurice Papon est condamné à dix ans de réclusion criminelle pour complicité de crime contre l'humanité, ainsi qu'à dix ans d'interdiction des droits civiques, civils et de famille. Il est reconnu coupable de complicité d'arrestations et de séquestrations dans quatre des huit convois de déportation des juifs, partis de Bordeaux vers Drancy entre juillet 1942 et mai 1944, qui avaient été retenus par l'arrêté de renvoi rendu par la Chambre d'Accusation en 1996. Mais la complicité d'assassinat, a priori l'infraction majeure qui sous-tend la connaissance de la solution finale, est écartée. Cette décision est calculée sur le réquisitoire initial soutenu par le ministère Public devant cette même Chambre d'Accusation, retour en quelque sorte à la case départ.

Maurice Papon, qui n'a pas cillé à l'énoncé de la décision, et qui n'a pas eu un mot de regret à l'égard des victimes lors de sa dernière déclaration devant la Cour, signe aussitôt une procuration pour son avocat, Me Varaut, afin qu'il puisse engager un pourvoi en cassation. Il convient de préciser que la Cour de Cassation ne se prononce pas sur le fond — la culpabilité, d'autant qu'aux assises elle est fondée sur la seule « intime conviction » —, mais sur la forme, à savoir le respect des règles de procédure. Mais le pourvoi étant suspensif, l'accusé est ressorti libre du palais de justice puisqu'incarcéré à la veille de l'ouverture des débats le 8 octobre 1997, il avait été remis en liberté deux jours plus tard par application du principe, souvent évoqué mais rarement respecté, selon lequel « la liberté est la règle et la détention l'exception ». Ce n'est qu'à la veille de l'examen de son pourvoi, soit dans huit-dix mois minimum, qu'il devrait être incarcéré mais il pourra en être dispensé pour raisons médicales. Maurice Papon retournera-t-il donc jamais en prison ?

La décision rendue apparaît comme une demi-mesure bâtarde, un jugement de Salomon qui se voudrait « politiquement correct » et permettrait de tourner la page. Les victimes ont obtenu la condamnation de Maurice Papon, ce haut fonctionnaire, ancien ministre, prétendument « intouchable » et de toute façon irresponsable puisqu'il aurait agi « dans l'exercice de ses fonctions ». Mais ce dernier est exonéré de la complicité d'assassinat car, simple rouage intermédiaire, il ne pouvait qu'ignorer la solution finale.

## Un jugement de Salomon

Et c'est là que le bât blesse. Car ce qui est manifeste dans la déportation, c'est qu'il y a un trajet qui part des premières lois d'exclusion prononcées contre les juifs par le régime de Vichy jusqu'à la chambre à gaz. La mort civile et professionnelle des juifs, c'est le prodrome de la solution finale. Nous sommes en présence d'un crime d'État. La force publique est mise au service du crime. Le massacre est organisé, appuyé par les mécanismes de l'État, lequel déploie toute sa logistique à cet effet, et Papon en a sa part. Toute sa part. C'est lui qui a la délégation du Service des questions juives. C'est lui qui met en œuvre le fichier, l'arme du crime qui va permettre d'établir les listes, ces listes qui vont permettre à leur tour l'arrestation, la séquestration et la déportation de ces hommes, femmes et enfants juifs, simplement « coupables d'être nés ».

En vingt mois, dix convois partent de Bordeaux à Auschwitz, via Drancy. Il ne connaît pas le nom d'Auschwitz mais il sait qu'ils partent vers l'est, vers une « destination inconnue » mais sans espoir de retour. Évoquant la petite Nicole Grunber, il a reconnu que « la laisser à ses parents, c'était aller vers l'anéantissement ». Et avec les moyens d'investigation et de communication dont il disposait, il ne pouvait ignorer les informations convergentes à ce sujet, comme la

déclaration commune le 17 décembre 1942 des 11 gouvernements Alliés et du Comité de la France libre, réunis à Londres, indiquant que leur attention a été attirée par « de nombreux rapports d'Europe selon lesquels les autorités allemandes mettent en application l'intention si souvent répétée d'Hitler d'exterminer le peuple juif en Europe ».

Les internés du Camp de Drancy disaient eux-mêmes partir à « Pitchipoi », ce quelque part qui signifiait nulle part. Quant aux « Justes », ces français de toutes

conditions qui cachaient les enfants juifs, s'ils bravaient les lois de Vichy et les ordonnances allemandes, c'est qu'ils savaient le sort qui les attendaient.

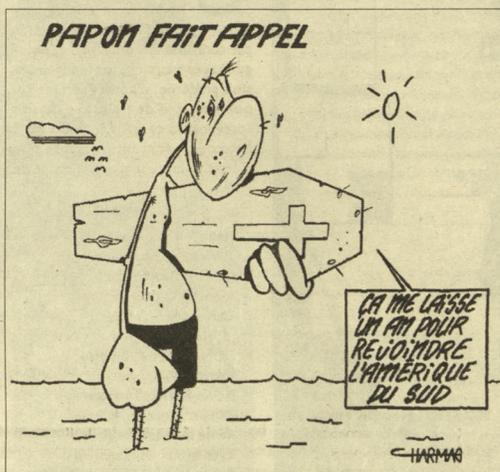
Véritable n° 1 bis de la préfecture de la Gironde, la plus importante de zone occupée, Maurice Papon n'est pas un fonctionnaire subalterne mais un fonctionnaire d'autorité qui a pouvoir de décision puisque, s'il est manifestement indifférent au sort général des juifs, il est en mesure de faire des exceptions pour les juifs « intéressants », « la discrimination entre juifs et aryens étant faite et

ayant donné satisfaction » (note du 12 janvier 1944). Si l'on peut donc estimer possible une gradation de la peine pour les simples exécutants, à l'instar de « ceux qui ont poussé les juifs dans les wagons », à partir d'un certain niveau de responsabilité tel qu'il vient d'être explicité, quelle peine peut être retenue sinon la plus grande sous peine de vider de son sens la « singularité » du crime contre l'humanité ? N'en reviendrait-on pas autrement, selon l'expression d'Hannah Arendt, à « banaliser le mal » ?

Cela étant, même en écartant la complicité d'assassinat, la Cour d'Assises a dit que le crime contre l'humanité commençait dès l'arrestation et la séquestration. Le simple fait d'appréhender et d'interner quelqu'un pour la seule raison « qu'il est ce qu'il est » — le « crime d'être né » —, relève désormais du crime contre l'humanité.

Et si bien sûr à travers Papon c'est l'administration de Vichy qui est condamnée et se voit ainsi associée au génocide, c'est l'Administration en tant que telle qui est également visée : elle ne saurait désormais se retrancher derrière les ordres reçus si ceux-ci sont manifestement contraires aux principes généraux du droit et à la morale. Est ainsi consacrée une obligation de désobéissance, une obligation de refuser d'accepter une loi injuste. L'objection de conscience doit primer sur la continuité de l'État.

J-J Gandini



## Un dimanche à Roissy

**A**PRES LES COMMISSARIATS, tribunaux, centres de rétention et autres dépôts, les sans-papiers et ceux qui les soutiennent finissent par connaître nos beaux aéroports symboles d'évasion et de... liberté. Ce dimanche 29 mars au matin nous étions quelques dizaines mobilisés autour des comptoirs d'embarquement d'Air Afrique pour tenter d'empêcher le départ de copains africains vers le Bénin, le Mali et le Sénégal. Un tract dénonçant le principe même des expulsions ainsi que leurs conditions inhumaines est distribué aux passagers.

Des compagnes et compagnons discutent avec les passagers les plus motivés qui promettent d'intervenir. L'embarquement terminé, commence l'attente. Notre action va-t-elle réussir ? Hors de l'aérogare nous scrutons les pistes. Décollera, décollera pas ? Un quart d'heure, une demi-heure, l'espoir grandit. Trois quart d'heure... Il y a des mouvements de voitures de police. Une heure. Des avions sont retardés mais le vol sur Cotonou est parti. Rien n'est sûr, il faut vérifier. On part vers Bobigny au tribunal qui doit statuer en cas d'expulsion avortée et qui siège sans désespérer qui parle des lenteurs de la justice ! Jusqu'au soir des militants y restent sans obtenir d'informations précises sur le sort de tous les expulsés.

Tard dans la soirée un coup de fil venu d'on ne sait où nous informe que le copain béninois n'est pas parti, mais on ne sait toujours pas où il se trouve. Ce n'est que le lendemain soir que les militants toujours postés au tribunal de Bobigny le verront comparaître et être libéré par un juge peut-être moins borné que ses confrères. Il en ira de même pour les copains Maliens du vol pour Bamako. Alors il nous a raconté les

menottes, les injures racistes, les menaces proférées par les deux flics qui l'accompagnaient, et aussi la magnifique réaction des 250 passagers, debout, exigeant et obtenant son débarquement. Les flics privés de leur gibier, mais aussi de la prime afférente et de quelques jours de détention sur les plages béninoises, ont juré qu'ils le retrouveraient !

Quand donc serons-nous libérés de tous ces Papon au petit pied, policiers, juges, fonctionnaires zélés qui s'emploient à nous soumettre au travers de frontières, nationalités et... papiers. La tâche est rude. Preuve en est cette institutrice d'une classe de CE1 de Montreuil, consciente de sa responsabilité citoyenne, qui fait travailler ses petits élèves - têtes non blondes comprises - sur le contenu de la carte nationale d'identité ! Il y a vraiment des coups de pied au cul qui se perdent !

Oui, la tâche est rude. Le ministre de l'Intérieur de la gauche plurielle n'a pas apprécié ces actions et leur résultat, et il a fustigé notre total incivisme qui, comme de bien entendu, fait le jeu de l'extrême droite. Il a donc pris les mesures qui s'imposaient et c'est pourquoi ce mercredi 1<sup>er</sup> avril dans le quart d'heure qui a suivi notre arrivée à Roissy nous fûmes interpellés, conduits dans les locaux de la Direction du contrôle de l'immigration à 4 km de là, et relâchés 3 heures plus tard après un sermon inspiré par Chevènement « vous avez entendu les déclarations du ministre de l'Intérieur... » avec menaces en cas de récidive « c'est gratuit cette fois ci, mais la prochaine fois gare à vos dispositions prévues pour l'aide aux étrangers en situation irrégulière... ! ».

Nous voilà prévenus ! On continue...

groupe Étoile Noire

## André Balbin, rescapé d'Auschwitz

André Balbin est un vieux monsieur de 89 ans à la voix cassée par l'émotion. Arrêté à Paris fin 1941 pour infraction au port de l'étoile jaune, il se retrouve à Auschwitz en mai 1942. Pendant plus d'une heure, alors que chacun retient son souffle, il nous fait revivre l'enfer nazi, la faim, le froid, les coups, les humiliations. « Il y avait une maisonnette fermée, et ça c'était la chambre à gaz. Je faisais partie d'un commando (N.D.C. : groupe de travail). À 50 mètres on faisait des trous, des caveaux : 15 mètres sur 4. Ceux qui étaient gazés, c'était la nuit. Ils mettaient tous ces gazés dans le trou. Le matin on arrangeait ces cadavres avec de la chaux. Un peu de terre. Un peu de chaux Ensuite nivellement de la terre jusqu'à ce que ça soit plein.

« Un jour, il y a un ouvrier qui a crié : "Mais c'est ma fille, c'est ma fille !" Nous on a dit : "C'est pas possible. Tu ne peux pas reconnaître ta fille". Alors un soldat est arrivé, il a pris son revolver et l'a descendu. Il a dit : "Là, tu seras avec ta fille". » Pendant près de trois ans, ce sera une suite d'atrocités sans nom. Soudain il relève la manche de son costume et brandit son avant-bras gauche face aux juges et aux jurés : « J'avais le n° 41796. Ça il ne fallait pas l'oublier ! Parce qu'on n'avait pas de nom. » Et de conclure : « Je ne suis pas sorti d'Auschwitz ! Je vis toujours à Auschwitz ! Papon doit payer. Il faut qu'il paye. S'il n'y a pas de prison, il n'y a pas de justice. »

**abonnez-vous! abonnez-**

# La plus rebelle des radios fait la fête le 21 mars 1998 fut un grand modèle du genre!

Réunissant plus de 900 visiteurs, la fête de Radio Libertaire fut chaleureuse et instructive grâce aux nombreuses rencontres entre les personnes, auditrices et auditeurs, animatrices et animateurs, ainsi qu'aux débats animés par Francis, de l'émission *Décalages horaires*.

Ce sont plus de 40 émissions qui se sont mobilisées pour que cette initiative soit une réussite : de l'accueil au bar, de la décora-

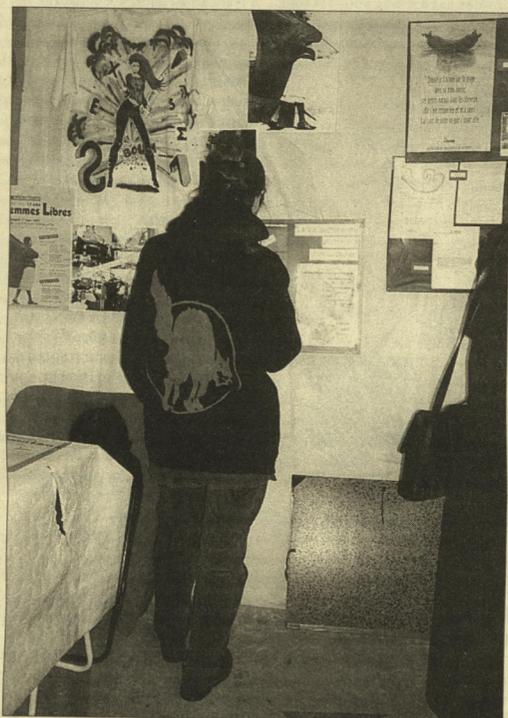
tion des stands à l'installation du matériel, de la librairie du *Monde libertaire* à la sonorisation et à la liaison avec les studios de Radio Libertaire pour retransmettre les débats en direct, tout a été mis en oeuvre pour que l'ancienne usine - devenue le POUUM - se transforme en lieu convivial et accueillant. Il serait un peu long de citer les émissions parties prenantes, avec le risque d'en oublier...

Le bilan financier n'est pas encore terminé mais on peut déjà affirmer que ce n'est pas le bouillon : nous équilibrons presque les frais engagés.

À l'accueil, les visiteurs pouvaient découvrir la brochure de présentation de Radio Libertaire, toute fraîche sortie des presses. Sur présentation de leur carte d'auditeur, elle leur était offerte. De l'avis de beaucoup, l'idée est à refaire l'année prochaine.

Les lignes ci-dessous, écrites par plusieurs animateurs, vous feront partager l'ambiance de la fête et la diversité des activités qui y sont déroulées : des stands et des débats, entrecoupés d'interventions comme la lecture de quelques poèmes ou quelques performances musicales et vocales, le tout retransmis en direct sur 89.4.

Le secrétariat de Radio libertaire



**C'**ÉTAIT UN GRAND JOUR, jour de printemps de rencontre, de fête. Des gens, il en vint de partout et de tous horizons, certains par connaissance, pour voir et dialoguer avec ceux qui font leur émission préférée, d'autres comme ça, pour mettre de l'aigri et du pas content dans ce qu'ils entendaient. Rencontre fort intéressante que d'être animateur d'émission et de

parler avec l'auditeur, celui pour qui nous nous devons d'apporter du bon et de la qualité dans ce que nous disons.

Remerciements à ces auditeurs qui sont venus parler et nous apporter ce petit quelque chose qui parfois manque dans nos émissions.

Envie de continuer et surtout de ne pas baisser les bras face aux sarcasmes et aux querelles internes.

Remise en question sur le « ma

place est-elle là? ». Mais surtout, sur les derniers accords retombés, le camion chargé, se dire que les nouveaux studios avancent, qu'ils seront neufs et n'amèneront pas avec eux la poussière qui couvre l'ancien et l'empêche de fonctionner parfaitement.

Un grand merci aux organisateurs, à bientôt la prochaine fête!

Casquette

Rebelle en ce miroir  
Amicale et mouvante  
Décibel rouge et noir  
Innovation patente  
Ouverture à l'espoir

Libre accès au comptoir  
Information buvette  
Bulles et tracts à gogo  
Elle fut chouette la fête  
Riche est notre radio  
Très beaux non auditeurs  
Aux heures d'alternative  
Illustrons nos valeurs  
Rions avec la grive  
Et le merle moqueur.

Monique  
Emission Femmes libres -  
Commission Femmes CNT

Nos cornettes en opinent encore. Le pas un pour cent (d'après l'Audit qui mâte) a libéré l'énergie, la chaleur, la pulsion d'enthousiasme, le soutien de critiques, de rires et de colères partagés. La première fois que l'on se rencontre de visu. Mettre des visages sur des voix, si différents entre vous et tellement semblables à nous, grands ou petits, fous et calmes, volubiles et timides, austères et bourrés, jeunes et vieux, gourmands et gourmandes (la tarte aux poires et rhubarbe!). À vous voir si proches et si riches de cette intelligence qui n'appartient qu'aux révoltés, à sentir le souffle de vos espoirs qui jamais ne s'éteint et qui se poursuivra au-delà de nous tous, à votre complicité rieuse, à vos têtes dressées et à vos échine qui ne se courberont pas, à se redécouvrir forts d'être ensemble sans appartenir à aucun clan ni à aucune cellule, il y avait de quoi être fier d'être dans ce beau milieu, de quoi garder courage et envie de crier nos haines et nos joies, de faire grincer nos droits et nos peines.

Il y avait tout cela et davantage dans votre présence, c'était beaucoup et c'était bon. Merci à vous tous collectivement. Merci les Claire, Samuel, Amandine, Aurélien, Gaille, Michel, Sylvie, merci Franklin pour ton pain d'épice. Merci le chauffeur de taxi de chauffer tes clients avec Radio lib. Merci à tous ceux et à toutes celles dont nous n'avons pas le nom mais qui se reconnaîtront. Merci d'exister et vivement lundi soir que l'on se retrouve dans notre bouche à oreille amoureux de vous.

Emission De la pente du Carmel, la vue est magnifique

## Culture et luttes

**D**EUX INVITÉS, PHILIPPE GOUTTES et Philippe Auvrives, ont présenté leur association, créée pour soutenir les musiciens étrangers rencontrant des problèmes avec la préfecture et l'État. Grâce à l'efficacité de son action, un amendement a été voté afin de faciliter l'entrée et le séjour en France d'artistes, venus pour la plupart d'Afrique. Mais tout n'est pas résolu pour les sans-papiers: les reconduites à la frontière vont encore se pratiquer...

Philippe Gouttes a créé « Zone franche » et le journal *Visa permanent* qui diffuse des informations sur les musiques du monde et les musiciens, leurs ennuis, leurs luttes (salaires, relations avec les maisons de disques, etc.). « Zone franche » soutient tous les artistes mondiaux ayant quelques ennuis avec les administrations en France. Des idées fusèrent, comme celle de boycotter les concerts trop chers mais aussi soutenir tous les sans-papiers, les artistes étrangers, etc.

### Les minorités sexuelles, les femmes et les machos...

Pour ouvrir le débat, Francis a lu un extrait du long poème fort, passionné et rebelle de Jean Genet « Le condamné à mort », écrit en prison en 1942.

La situation des femmes, le chômage, le partage des tâches dans le couple, les luttes des femmes au quotidien ont été évoqués, mais aussi des titres de livres pour en savoir plus.

Geneviève Pastre, écrivaine et animatrice des *Affinités électives* présente un historique de la vie des les-

biennes et des gays, elle parle de l'homophobie toujours vivace (et notamment dans les petites villes de province). Mais aussi de l'espoir avec la *Gay Pride* qui aura lieu le 20 juin à Paris et dans quelques grandes villes et d'autres actions à venir. Des livres et des adresses pour avoir des idées et un soutien intellectuel.

Place aux garçons du C.I.R.C., qui n'ont apporté ni leurs chevaux, ni leurs plantes.

Un débat où ont été abordés les problèmes avec le pouvoir, les lois restrictives et bornées, mais aussi la santé et les bienfaits du cannabis, entre autres sur certaines dépressions. Une longue émission eut lieu sur Radio libertaire le 25 mars au moment où se tient le procès des responsables du C.I.R.C.

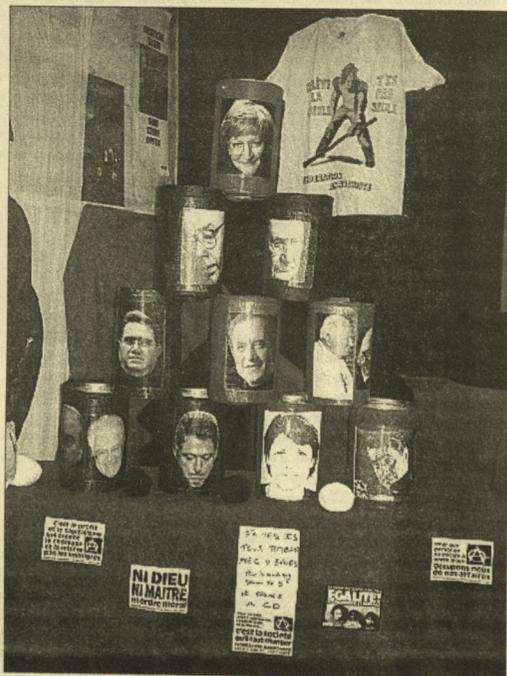
### Et l'anarchie?

Maintenant et dans le futur, comment utiliser au mieux l'outil de propagande que représente Radio libertaire pour la diffusion des idées et des actions libertaires, des luttes etc? Un débat un peu court et qui donne envie d'en savoir plus...

Et à partir de 20 heures, place à nos amis Roms, pour un concert endiablé, festif et chaud : c'est Rromano Lil et son « Patchiv » (mot masculin, rom, qui signifie fête avec vin, danses et paroles et qui peut durer toute la nuit).

Et puis, il faut s'arrêter, tout ranger et tout nettoyer, puis se dire au revoir : à bientôt sur Radio libertaire et à l'année prochaine pour une autre fête!

Francis



ête  
nre!

es par plusieurs  
ager l'ambiance  
activités qui s'y  
et des débats,  
ons comme les  
es ou quelques  
vocales, le tout

Radio libertaire

Mais surtout, sur  
ds retombés, le  
ire que les nou-  
ent, qu'ils seront  
nt pas avec eux  
uvre l'ancien et  
ionner parfaite-

organisateurs, à  
fête!

Casquette

ers l'Audit qui  
le soutien de  
ue l'on se ren-  
vous et telle-  
iles et timides,  
es (la tarte aux  
ntelligence qui  
qui jamais ne  
licité rieuse, à  
se redécouvrir  
ellule, il y avait  
age et envie de  
es.

beaucoup et  
amuel, Aman-  
pain d'épice.  
Merci à tous  
reconnaîtront.  
notre bouche à

magnifique

## CINEMA Festival international de films de Fribourg (Suisse)

**L**A NOUVELLE APPELLATION ne signifie nullement un changement d'orientation. Le Festival international de films de Fribourg demeure toujours la seule manifestation au monde à présenter toutes les catégories d'œuvres d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et centrale. Martial Knaebel, son directeur, d'origine alsacienne, en visionne environ 500 par an. Pour la 12<sup>e</sup> édition (du 1<sup>er</sup> au 8 mars dernier), lui et ses amis du comité de sélection en avaient retenu 68.

*Kisangani Diary* (45 minutes) de l'Autrichien Hubert Sauper relate en dix séquences l'histoire d'un peuple « sciemment oublié ». Le réalisateur, accompagné de Zsuzsanna Varkonyi, traverse à bord du train affrété par le programme alimentaire mondial une forêt vierge « aussi grande que l'Europe », au sud de Kisangani dans le Congo récemment « libéré ». Le convoi met 24 heures pour 80 kilomètres. Une équipe onusienne a découvert 100 000 Hutus du Rwanda qui avaient erré durant trois ans dans un immense territoire, survivant miraculeusement à la faim et à la terreur des soldats. Dans la nuit du 25 avril dernier, les troupes de Laurent-Désiré Kabila attaquent à la mitrailleuse les camps de Kasese et de Biaro; 80 000 personnes succombèrent ou disparurent à nouveau dans les profondeurs de la jungle, pendant que le nouveau tyran installait ses quartiers à Kinshasa. Le 21 mars, en clôture du festival Cinéma du réel à Paris, il a obtenu le prix du court-métrage, déclenchant une mini polémique sur « la complaisance » dont il aurait fait preuve.

Dans *Pequeños milagros* de l'Argentin Eliseo Subiela, Rosalia Bermudez (Julieta Ortega), caissière dans un supermarché de Buenos Aires, affectionne particulièrement les contes de fées. Elle se croit une de ces créa-



Rosalía (Julieta Ortega) dans *Pequeños Milagros*

tures imaginaires ailées qui « ne veulent pas voir la mort des forêts, la cruauté et la méchanceté des hommes ». Douée de pouvoirs extrasensoriels, elle accomplit de « petits miracles », notamment au bénéfice de sa meilleure amie Susana Fuentes (Monica Galan), aveugle comme Don Francisco (Paco Rabal), à qui elle lit des textes. Santiago (Antonio Bira-

nt), physicien au Département de recherche de l'intelligence extra-terrestre à l'Institut d'astronomie, capte chez lui sur Internet les vives enregistrées par une caméra fixée sur l'armature de la station d'autobus où Rosalia se poste quotidiennement. Le savant solitaire imprime les clichés, notant avec soin les changements de mine et de mise. Alors que l'intrigue se déroule en 2065, aujourd'hui déjà, grâce à la multiplication des livecameras (1), chaque individu branché sur le World Wide Web peut accéder à des images de télésurveillance en provenance de tous les coins de la planète. Là il ne s'agit ni d'onirisme, ni de fiction, mais d'une menace grandissante sur notre liberté.

*Tu Zinda Hai!* (Vivre!), vidéo de 50 minutes réalisée par Shabnam Virmani et le collectif Driшти d'Ahmadabad, rend hommage à des femmes actives dans 35 districts du Madhya Pradesh, province indienne centrale dont la capitale Bhopal a connu une sinistre célébrité avec l'accident survenu le 3 décembre 1984 dans l'usine d'Union Carbide (2 800 morts, 50 000 blessés). Ces intrépides contestataires se mobilisent contre le gouvernement central, le landlord du village, les industriels aigrefins ou encore un mari abusif. Expriment leurs perceptions de cette société oppressive, elles acquièrent une identité nouvelle, grâce à la prise de parole, des succès contre des spoliateurs et la lutte contre les structures autoritaires. Kanta, la trésorière du mouvement Ekta Parishad, estime que « les femmes sous-estiment leur travail », mais apprécient les hommes sensibles à leur cause. Dans un chant, elles proclament « Nous chevauchons l'ouragan et la lumière ».

## à la petite semaine Le symbole pour tous

Beaucoup se sont insurgés, dès l'annonce d'un verdict jugé clément, contre cette condamnation somme toute indulgente, au regard des faits reprochés, prononcée envers Maurice Papon.

En déclarant que l'important réside dans la culpabilité reconnue d'un homme au comportement abject durant l'Occupation, et non dans la lourdeur de la peine infligée, d'autres nous ont dit que la mémoire des victimes était ainsi honorée et que la sanction minimale revêtait une valeur de symbole qui seule doit importer.

Nous ne nous serions guère émus, en vérité, en attendant son abolition, si, ayant embastillé tant d'innocents au cours de son histoire, la prison avait hébergé pour une fois une authentique canaille. Mais adversaires des enfermements nous fûmes, adversaires des perpétués nous restons. Nous ne saurions donc pour cela nous ranger ici au côté des premiers nommés.

Alors, soit, va pour le symbole! Mais le symbole pour tous, cela va de soi! Car on ne comprendrait pas qu'un condamné allégorique jouisse d'une liberté bien réelle quand, dans le même temps, des coupables de moindre envergure sont appelés à croupir des années durant dans les pourrissoirs du système carcéral. Que le crime à grande échelle ouvre droit au symbole quand la délinquance ordinaire ou l'assassinat au détail n'ouvrieraient que les portes des cachots. Il ne faudrait pas qu'une leçon fâcheuse soit tirée de ce fameux procès, dont le rôle pédagogique a tant de fois été souligné.

Coupables mais rendus à la liberté, tous les prisonniers symboliques pourraient ainsi tenter de se racheter. Les plus méritants pouvant même escompter devenir, pourquoi pas?, préfet de police et espérer une manifestation de Maghrébins sur les quais de Seine pour exercer contre elle, à l'abri des lois de la République, leurs pulsions homicides. Où encore ministre de l'Intérieur d'un gouvernement de gauche et jouer les Papons au rabais en revoyant chez eux d'indésirables étrangers.

Quel beau symbole de réinsertion ce serait!...

Floréal

## copinage

**Serge Utgé-Royo** chante au Théâtre Tréville à Paris (9<sup>e</sup> - M<sup>o</sup> Cadet) du 1<sup>er</sup> au 11 avril. Renseignements et réservations au 01 40 21 88 09 (100 F en prévente; 130 F le jour même; 50 F pour les sans-travail). Location également à la librairie du *Monde libertaire*.

*Akrebin Yolculugu* (La tour de l'horloge) du Turc Ömer Kavur apparaît comme une sorte de polar onirique qui, par l'option scénaristique et le style narratif adoptés, rend presque inepte la distinction entre réalité et fantastique. Un homme, assis dans un train, regarde le paysage qui défile. À peine a-t-il fait marcher une pendule à son domicile qu'un énigmatique messenger lui remet un billet sur lequel figure la localité possédant une horloge à réparer ainsi qu'une clé donnant accès à la tour. Kerem (Mehmet Aslantug) parvient en gare de Gökoy. Il ne tarde pas à s'éprendre d'Esra (Sahika Dekand), l'épouse du puissant propriétaire terrien Agah Bey (Tunçel Kurtiz). Les rêts du danger s'accumulent autour de l'artisan désireux d'apprendre la vérité... Bien que l'énigmatique bourgeoise l'ait abattu au bord du lac, Kerem reprend ses pérégrinations ferroviaires. Ces 119 minutes denses et envoûtantes conviennent aussi à une réflexion sur le temps et la relativité des choses.

Le jury a décerné un prix spécial à *Motel Seoninjang* (Motel Cactus) de

Park Ki-Yong (Corée du sud) pour « la radicalité de sa démarche et son audace artistique ». Les quatre épisodes du long-métrage, qui se déroulent dans la chambre 407 d'un hôtel de passe à Séoul, dégagent plus de superficialité que d'originalité. Miroirs, douche, jeux de mains, joutes érotiques, auto-filmage d'une scène de sexe... Les gadgets électroniques ont-ils une autre utilité que de tromper l'ennui?... Min Hee-Soo (Lee Min-Yeon), une des protagonistes, se déclare « désolée de ne pas être heureuse ». Elle vient de divorcer. Avant de s'envoler pour le Canada, la belle jeune femme baise une ultime fois avec Kim (Park Shin-Yang), son ex-amant dont elle fut enceinte. « Ce que je ne montre pas et ne dis pas est tout aussi important que ce que je filme et formule expressément », affirme le réalisateur. La plupart des personnages ne semblent pas intéressants au point que le spectateur ait envie d'extraire sur leur biographie...

René Hamm

(1) Cf. l'article de Paul Virilio paru dans *Le Monde diplomatique* de mars 1998.

### RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 9 avril à 20 h 30 :

*Microclimat*: Environnement, avec l'association « Le jour de la Terre ».

vendredi 10 avril à 21 heures :

*Portraits d'Afrique*: avec Safi Faye réalisatrice sénégalaise.

samedi 11 avril à 11 h 30 :

*Chronique syndicale*: le congrès de la fédération du livre CGT ; Le mouvement de grève des enseignants de Seine-Saint-Denis.

samedi 11 avril à 11 h 30 :

*Chroniques rebelles*: Les retombées sociales de la crise asiatique, l'affaire des boat people chinois.

samedi 11 avril à 19 heures :

*Pas de quartier*: Le travail à l'aube de l'an 2000.

samedi 11 avril à 23 heures :

*Harmonie du monde*: musiques de films : le Western (Bernard Hermann, Dimitri Tomkin, Leonard Rosenman, Victor Young).

lundi 13 avril à 19 h 30 :

*La mémoire sociale*: Louise Michel.

mercredi 15 avril à 10 h 30 :

*Blues en liberté*: Les femmes du country blues.

### Librairie du Monde libertaire expo photo-dessins

« En cas de surdose, brisez l'écran »  
réalisée par la revue « Brisons nos chaînes »

du 3 au 30 avril

145, rue Amelot, 75011 Paris

BESANCON

## Les fascistes passent à l'offensive

**L**E SAMEDI 28 MARS, le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste organisait au cercle suisse une réunion publique avec Jacques Lesage de la Haye sur le thème « la sexualité, où en sommes nous ? ». Une cinquantaine de personnes étaient présentes pour écouter Jacques faire un exposé très complet du rôle tant individuel que collectif de la sexualité, de son évolution avec la société: le parallèle entre les années 70, marquées par des expérimentations multiples et une liberté échelonnée, et notre fin de siècle, en prise avec l'ordre moral et la peur du Sida, fut éloquent à ce sujet. Après cet exposé résumé succinctement, un débat s'engagea qui ne put être mené à son terme... Un compagnon, sorti fumer une cigarette dehors, signala qu'un groupe d'une quinzaine de fascistes s'approchait. La sortie de la quasi totalité des participants au débat, alors que les fascistes collaient des autocollants du P.N.F.E. et commençaient à taper sur les vitres, les désorienta un peu et les amena à se replier dans un premier temps, puis à réapparaître un

peu moins nombreux avant d'être prévenus de l'arrivée de la police et de partir définitivement.

### Quel bilan tirer de cette soirée ?

À Besançon, les fascistes commencent à se montrer et ils sont organisés: le groupe auquel nous avons eu à faire était muni d'oreillettes et d'un cellulaire et était donc en contact avec d'autres fascistes surveillant les mouvements de la police. Les fascistes sont infiltrés par la police, car celle-ci était au courant de leurs intentions et avait fait surveiller la réunion. Les fascistes prennent pour première cible les libertaires. Une alerte avait déjà été donnée le 16 mars dernier lors d'une réunion organisée par la C.N.T. du Doubs et le groupe des sorcières sans frontières sur le thème « l'extrême droite contre les femmes », trois fascistes avaient été refoulés à l'entrée par le service d'ordre. Ces événements, qui sont nouveaux à Besançon, montrent que l'extrême droite ne prend pas seulement du

poids dans les assemblées départementales ou régionales. Si nous voulons continuer à nous faire entendre, une protection minimum s'impose. Nous avons décidé de le faire conjointement avec la C.N.T. dans un premier temps. Une réunion est déjà programmée avec d'autres antifascistes pour étendre ce réseau de protection.

### Un local libertaire à Besançon

Depuis plus de deux ans, le groupe Proudhon organise la plupart de ses réunions publiques au Cercle suisse qui est un restaurant dont l'arrière salle sert de salle de conférence. Cette salle est laissée à notre disposition gratuitement. Les événements du 28 mars vont nous contraindre, pour la sécurité du restaurant, à organiser nos prochaines réunions publiques ailleurs, dans des salles payantes. L'ouverture d'un local libertaire à Besançon s'impose donc. Nous lancerons prochainement une souscription à cet effet dont les lecteurs du *Monde libertaire* seront tenus au courant.

Groupe Proudhon.



Autocollant (format 14x10 cm), en vente à la librairie du *Monde libertaire* (145, rue Amélot, 75011) 14 F les 50 exemplaires

## Les socialistes sont-ils antifascistes ?

Les manifestes et défilés antifascistes des socialistes sont-ils crédibles ? Assurément, nous n'en sommes plus aux années 20, lorsque les communistes les taxaient de social-traitres, parce qu'ils avaient réprimé dans le sang les insurrections ouvrières de Berlin, de Bavière et quelques autres, dont on oublierait vraisemblablement de célébrer cette année le quatre-vingtième anniversaire. Depuis, les mouvements populaires contemporains ne cherchent plus à prendre eux-mêmes en main l'autogestion de l'économie, et les répressions policières ne font plus couler le sang.

Il convient cependant de se souvenir que le parti socialiste espagnol a soutenu tacitement la dictature de Primo de Rivera, le parti socialiste italien a cohabité avec Mussolini dans les premiers temps, la gauche allemande avait réuni plus de voix que le national-socialisme et n'empêcha pas Hitler de devenir chancelier, enfin que le Front populaire a refusé d'intervenir officiellement contre le fascisme en Espagne. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Les élections régionales ont démontré que les socialistes n'étaient pas prêts à se retirer au profit d'un front républicain et démocratique, qui aurait écarté la menace de l'appoint fasciste. En fait, ils auraient alors gardé en main les atouts qu'ils ont laissés prendre par le FN.

Il faut aussi rappeler que Jean-Pierre Chevènement, marchant sur les traces de son prédécesseur, M. Debré, a répondu qu'il n'était pas question d'interdire les milices fascistes.

Enfin, quand on constate l'absence de réponses aux arguments de l'extrême droite, alors qu'un ancien premier ministre socialiste avait eu la sottise de déclarer qu'elle pose les bonnes questions, quand on s'active à résoudre des problèmes de fond par une nouvelle combinaison électorale, quand on voit le FN poursuivre la tactique habituelle des « faisceaux », qui consiste à encadrer toutes les collectivités scolaires, culturelles, territoriales, professionnelles et militaires de la société, il est plus que temps de s'interroger sur les gestulations frénétiques et impuissantes. En cherchant à noyer le poisson, le parti de M. Jospin serait-il en train de se noyer ?

Il y a quelques années, l'historien socialiste Jacques Droz avait émis un commentaire sévère au sujet de l'antifascisme de l'entre-deux guerres: « La réflexion antifasciste semble avoir été incapable de déterminer où s'arrêtait le fascisme et quelle était sa nature ». Il faut souhaiter qu'il n'en sera pas de même aujourd'hui.

Ronald Creagh

(1) Jacques Droz. *Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939*. éd. La Découverte.

## Répression policière

### Les faits :

Le 14 février dernier avait lieu à Reims une manifestation contre la venue de Bruno Mégret, du Front national. Cette manifestation, appelée par un collectif d'une vingtaine d'associations syndicales, antiracistes et politiques a rassemblé environ 1500 personnes. À l'issue de cette manifestation, une soixantaine de personnes est restée durant trois heures à proximité de la salle Goulin, où se tenait le meeting du n°2 du FN. Ce rassemblement se voulait pacifique et faisait face à environ 250 gendarmes mobiles. Or, vers 22 h 30, au moment où les premiers militants du FN, quittaient la salle, les passagers d'une voiture non identifiée ont pris à parti des manifestants isolés; l'un des manifestants a été nommément menacé, une autre a été matraquée. Devant l'arrivée d'autres personnes, ceux-ci ont pris la fuite, tout en tentant, à deux reprises d'écraser les personnes qui se trouvaient face à eux. À noter que les gendarmes mobiles qui se tenaient à moins de cent mètres de là n'ont pas bougé. La manifestation s'est ensuite prudemment dissoute. Des consignes ont été données aux manifestants, leur disant d'éviter de rentrer seul, une nouvelle agression nous semblait possible.

Le 6 mars dernier, un militant de l'O.C.L. s'est retrouvé convoqué par la police pour « affaire vous concernant ». Celui-ci a passé 24 heures en garde à vue et ceux parmi nous qui l'avaient accompagné ont été vus du commissariat avec menaces de la part du commissaire central de Reims.

Ce militant s'est vu mettre en examen pour « dégradation volontaire de véhicule de police ». C'est ainsi que nous avons compris que l'altercation du 14 février dernier s'était produite

contre des officiers des Renseignements généraux et non des membres du FN, comme nous l'avions pensé au départ. Précisons à ce sujet qu'à aucun moment, les agresseurs n'ont signalé leur appartenance à un service de police.

Notre camarade est donc convoqué devant un tribunal correctionnel le 27 avril prochain.

Second coup de théâtre, nous avons appris lundi dernier que les deux policiers portaient plainte à titre individuel pour violence contre le même militant. Ce nouveau procès aura lieu le 30 mars prochain.

### Les peines encourues :

Notre camarade risque donc 3 mois de prison ferme, 300 000 F d'amendes et les frais de réparation du véhicule d'une part et d'autre part les dommages et intérêts de 10 000 F envers chacun des deux policiers.

Il faut noter enfin que ce militant s'est fait remarquer à de nombreuses actions des chômeurs sur Reims et qu'il était ainsi pour ces policiers de le présenter comme responsable d'une réaction collective.

Nous nous insurgeons contre la mise en examen de notre camarade.

Nous appelons tous ceux et toutes celles qui voudraient nous soutenir à être présents aux deux audiences du 27 avril prochain à 14 heures au Tribunal correctionnel de Reims et dans la limite de leurs moyens à nous soutenir financièrement. (chèques à l'ordre de La Galère - le Chat Noir)

Organisation communiste libertaire

Pour tout renseignement complémentaire, téléphoner au 03 26 88 34 35

## Prenons l'offensive

suite de la première page

personnalité des individus. Elle réside dans le choix économique capitaliste cherchant à résoudre coûte que coûte la contradiction des classes sociales au profit des exploités. D'où la nécessité pour la gauche plurielle de réduire les services publics, voire les privatiser, et continuer à avoir un bouc émissaire face au problème du chômage. Tel est le vrai visage des amis de Krivine avec lesquels il s'acquitte régulièrement. Les élections passées, il est évident que L.C.R., Verts et P.C.F. vont chercher à se démarquer du P.S. en nous rejoignant la critique à gauche... pour mieux tous se retrouver lors des futures élections. On connaît la chanson! La manœuvre de la

main tendue de Robert Hue à la gauche - si elle se réalise - lui servira surtout à augmenter son score via l'isoloir.

Pour nous, ce chantage odieux et cette répression étatique qui visent à briser toute possibilité de mouvement social ne sont pas étonnants, au vu de l'alignement total de la gauche sur l'économie de marché. Il fallait être naïf, ou rusé, pour croire en elle. L'évidence est là: le vernis démocratique peut craquer face à une radicalisation. Par conséquent, l'État criminalise idéologiquement et en pratique ceux qui essaieront de développer une dynamique des luttes sociales. De même, des bornes sont placées: la lutte antifasciste ne doit pas

dépasser le cadre du front républicain. Jospin et consorts y veillent. N'oublions jamais que les droits que l'État nous concède ne sont que ceux qui le servent. Au-delà, c'est le bâton. C'est justement parce que les mouvements des chômeurs et des sans-papiers souhaitent une autonomie dans leur lutte, et avancent des revendications en rupture complète avec le système, qu'ils sont les premiers à faire les frais de la violence d'État. Non seulement nous ne céderons pas mais, au contraire, pied à pied, nous combattons l'État et sa politique en aidant concrètement ces fronts de lutte.

Jaime. - Groupe Kronstadt (Lyon)

## A G E N D A

vendredi 17 avril

**MONTPELLIER :** Le groupe « Un autre futur » organise un débat sur le thème « Papon ou la continuité de l'Etat » à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc (derrière la gare).

mercredi 22 avril

**RENNES :** Le groupe « La Commune » de la F.A. co-organise avec le collectif rennais des sans-papiers et le réseau rennais d'information et de soutien aux sans-papiers une réunion publique sur le thème « **Que vont devenir les sans-papiers ?** » à 20 h 30 à la Maison internationale, 7 quai Chateaubriand. Projection du documentaire « **Camets d'expulsions** ». PAF : 20 F.

samedi 25 avril

**LYON :** L'Union locale de la Fédération anarchiste vous invite à un débat sur « **Quel antimilitarisme aujourd'hui ?** » à 15 heures à la librairie La plume noire (19, rue Pierre Blanc, 1<sup>er</sup>).

mercredi 29 avril

**IVRY-SUR-SEINE :** Les amis de Louise Michel et le groupe Elisée Reclus de la Fédération anarchiste organisent une réunion publique avec J-J Gandini, observateur du procès Papon « **Papon ou la continuité de l'État** » à 20 heures salle Saint-Just, 30, rue Saint-Just.